Chapitre 7 - La mosaïque des territoires ruraux centre-européens

Guillaume Lacquement

▶ **To cite this version:**

Guillaume Lacquement. Chapitre 7 - La mosaïque des territoires ruraux centre-européens. Marie-Claude Maurel, Guillaume Lacquement (éds), Agriculture et ruralité en Europe centrale, aux lieux d'être, p. 135-144, 2007. hal-02455407

HAL Id: hal-02455407
https://univ-perp.hal.science/hal-02455407

Submitted on 26 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chapitre 7 - Guillaume Lacquement

La mosaïque des territoires ruraux centre-européens

Le caractère inédit de la transformation agraire en Europe centrale depuis l'effondrement du système socialiste a modifié brutalement et en profondeur l'organisation des sociétés locales. La privatisation des structures économiques a bouleversé les rapports au travail et l'accès à l'emploi. Elle a introduit le chômage et a accentué la différenciation des revenus et des niveaux de vie. La décollectivisation a déconcentré les activités économiques qui ont changé de nature et surtout de mode de fonctionnement, ce qui a imposé aux acteurs sociaux des choix décisifs pour eux-mêmes et leurs familles : sortir de la coopérative ou postuler comme salarié agricole, rester au village ou émigrer en ville ou à l'étranger, reprendre l'exploitation familiale ou quitter l'agriculture, prendre le risque de créer son entreprise ou prospecter l'embauche sur un marché du travail aléatoire. Dans le même temps, l'évolution des politiques d'intervention a engagé les individus dans la prise en charge du développement local. Des dispositifs plus ou moins opérationnels selon les pays ou les régions sollicitent les initiatives endogènes en faveur de la diversification des activités économiques en milieu rural : développer le tourisme vert, organiser des filières de transformation agro-alimentaire, valoriser les produits de l'artisanat ou des petites industries locales, exploiter des énergies renouvelables, etc. Ils mobilisent des réseaux d'acteurs plus ou moins achevés et plus ou moins efficaces, plus ou moins affranchis également à l'égard des tutelles politiques, plus ou moins émancipés enfin par rapport à l'emprise de certaines structures économiques héritées comme les grandes exploitations agricoles qui ont pris la succession des coopératives socialistes. En outre, l'ampleur de la crise rurale accuse souvent les situations de dépendance à l'égard des impulsions économiques externes dans une logique de sous-traitance industrielle ou de tertiarisation par défaut des emplois locaux.

L'émergence de nouveaux rapports sociaux dans les espaces ruraux prend cependant des formes très diverses dans un ensemble territorial post-socialiste finalement très composite, en tout cas bien moins monolithique que ne le laissaient supposer l'héritage socialiste et les caractères du collectivisme agricole en particulier. Ces nouveaux rapports sociaux contribuent à transformer et à différencier la structuration des territoires locaux. En effet, ils modifient ou confortent le profil des activités et des fonctions rurales en faisant varier la part de l'emploi dans les différents secteurs économiques. Par ailleurs, ils accusent ou atténuent les effets sociaux de la crise économique, qui s'expriment notamment par le niveau du chômage, mais qui sont aussi perceptibles à l'évolution des comportements démographiques, migratoires en particulier. Enfin, ils déterminent les dynamiques territoriales en cours, en favorisant ou en paralysant l'intégration socio-économique des espaces ruraux : l'essor ou au contraire la déprise des activités génératrices de revenus et d'emplois sont liés à l'orientation des choix individuels et des démarches collectives, que ce soit pour ces dernières dans un cadre institutionnel ou associatif ; ils dépendent également de décisions politiques et d'interventions économiques externes au milieu rural, et révèlent ainsi le degré d'insertion des territoires ruraux dans l'économie globale. Parce qu'il est sélectif, ce processus d'intégration tend à produire une trame territoriale très hétérogène. Les nouveaux rapports sociaux dessinent donc des territorialités multiples.

Quelles sont alors les logiques socio-économiques qui fondent cette structure territoriale « en mosaïque » ? Comment se distinguent-elles les unes des autres, et permettent-elles d'identifier des types de ruralité ? En quoi ces derniers procèdent-ils des héritages territoriaux et en quoi sont-ils le reflet des trajectoires différenciées de la transformation post-socialiste ? Le poids des contextes nationaux autorise-t-il la comparaison à l'échelle centre-européenne ? Afin d'exprimer et de caractériser la diversité de la ruralité centre-européenne, l'analyse recourt à un ultime traitement statistique multivarié. Ici, le choix des variables répond au souci de leur convergence, mais dépend également de leur caractère discriminant pour chacun des pays concernés. En outre, le manque de fiabilité de certains modes de recensement a parfois exclu la prise en compte de certaines données, comme dans le cas du taux de chômage par exemple. C'est pourquoi la sélection des variables diffère légèrement d'un pays à l'autre. Néanmoins, l'intention de l'analyse est tout d'abord de dégager le profil d'activités dominant des territoires ruraux, en distinguant notamment la part des actifs du secteur primaire et du secteur secondaire. Elle est ensuite d'évaluer le niveau de la crise rurale, en

mesurant l'attractivité territoriale, exprimée par la variation de population (1995-2001), par le taux de chômage, et le cas échéant par le niveau de revenus. Enfin, elle cherche à déterminer le mode d'intégration socio-économique des espaces ruraux, c'est-à-dire à révéler les formes d'insertion de l'économie rurale dans l'économie globale du pays, soit par le développement d'activités nouvelles, soit par l'adaptation des activités existantes (les variables les plus significatives retenues ici étant le nombre de nuitées touristiques, la part de l'agriculture marchande et non marchande, mais aussi la part des actifs du secteur secondaire).

1 - Un rural aux activités socio-économiques différenciées

Les territoires ruraux d'Europe centrale se distinguent tout d'abord par le profil de leurs activités économiques. En effet, la distribution de l'emploi dans les différents secteurs de l'économie locale exprime une diversité structurelle qui relativise le poids de l'agriculture, mais traduit également tout à la fois l'héritage des transformations socialistes et les effets du processus d'adaptation en cours.

Les campagnes d'Europe centrale demeurent des campagnes majoritairement agricoles, surtout si l'on considère l'extension spatiale des régions où la part de l'emploi primaire est largement supérieure aux moyennes nationales respectives. En Allemagne orientale, les plaines et les collines du Mecklembourg et du Brandebourg, mais aussi toute une partie de la moyenne montagne saxonne et thuringienne présentent des taux d'actifs agricoles plus de deux fois supérieurs à la moyenne (6,7 %)[1]. Il en est de même sur le plateau central de Bohême en République tchèque (11,3 %), et en Hongrie dans la partie méridionale de la plaine de l'Alföld, ainsi que sur les plateaux occidentaux du Mezőföld (15,4 %). Dans la plupart de ces régions, lorsque les conditions naturelles le permettent, l'extension des superficies cultivées est maximale, et l'orientation des systèmes de cultures fait alterner bassins céréaliers, bassins laitiers, et autres bassins spécialisés de production, comme la viticulture et l'arboriculture de la Hongrie méridionale. En Pologne, les régions agricoles sont avant tout des régions paysannes qui portent de fortes densités de peuplement : depuis la Podlachie à l'est du pays et jusqu'à la Petite Pologne, en passant par le Plateau de Lublin, l'agriculture occupe la majorité de la population active (59,2 %) dans le cadre de structures de propriété et d'exploitation émiettées. En Lituanie, comparativement, les densités agricoles s'effondrent et les disproportions sont moins flagrantes, mais l'emploi dans le secteur primaire mobilise encore entre le cinquième et le quart de la population active, dans une grande partie de la plaine centrale (districts du nord-ouest, du nord-est et du centre), comme dans les collines de Baltijos dans le sud-est du pays. Au total, l'emploi agricole domine en termes relatifs ou absolus dans près de la moitié des régions rurales d'Europe centrale : dans chacun des pays, les écarts à la moyenne sont très marqués, mais le poids relatif de l'agriculture dans l'économie locale est extrêmement variable d'un pays à l'autre, et les contrastes d'effectifs sont vifs entre la « ruralité paysanne » de la Pologne orientale et la « ruralité agricole » des plaines allemandes, ce qui renvoie à la fois à la diversité des héritages structurels et au mode d'adaptation et d'insertion de l'économie agricole.

Parallèlement, nombreuses sont les régions rurales dans lesquelles la part de l'emploi dans le secteur secondaire pèse comparativement plus lourdement qu'ailleurs. Le rural centre-européen est donc aussi un « rural industriel ». En fait, la situation est plus complexe et la stratification des héritages territoriaux oblige à distinguer les espaces traditionnels de « double activité et d'industrie diffuse », des espaces ruraux soumis aux effets de l'industrialisation des structures économiques régionales à l'époque socialiste, et qui ont donné naissance aux « campagnes ouvrières ». Les premiers caractérisent la plus grande partie de la moyenne montagne allemande, en particulier le massif de la Forêt de Thuringe, le Vogtland, ainsi que la haute vallée de l'Elbe : 38 % de la population active travaille encore dans le secteur industriel dans des branches aussi diverses que le textile, la plasturgie, le bois, la verrerie et la mécanique de précision. La situation est tout à fait comparable en République tchèque, notamment sur le versant méridional des Monts métallifères à la frontière avec la Bavière, mais également dans les Sudètes et en Moravie du sud : des activités industrielles anciennes, largement dynamisées ou reconverties par les investissement étrangers, mobilisent près de 55 % de la

1. Toutes les données chiffrées de ce paragraphe correspondent aux moyennes des catégories formées par les opérations du traitement statistique multivarié.

main d'œuvre locale dans la petite métallurgie, le travail du cuir, la production de cristal et l'artisanat d'art. De même en Hongrie, l'emploi industriel concerne près de la moitié de la population active (46,3 %) dans les régions rurales du nord-ouest du pays, au contact de la frontière autrichienne, ainsi que dans les vallées et les bassins de la dorsale montagneuse du nord-est du pays (Matra et Bükk). Dans ces campagnes hongroises de fortes densités, les régions occidentales de vieille tradition industrielle, irriguées aujourd'hui par les capitaux étrangers, se différencient néanmoins des bassins industriels situés à l'est du Danube et développés par la planification socialiste, où la spécialisation par branches (sidérurgie, carbochimie) et le mode de diffusion de l'emploi industriel tendent à structurer l'économie et la société locales sur le modèle des campagnes ouvrières, que l'on retrouve de manière plus caractéristique en Silésie tchèque (région d'Ostrava), en Bohême septentrionale, et surtout en Pologne. Dans ces régions, la part de l'emploi secondaire dans les campagnes a essentiellement progressé à la faveur des implantations industrielles du socialisme. Dans le cas de la Pologne, les industries en restructuration mobilisent ainsi près du tiers de la main d'œuvre dans les anciennes provinces allemandes (29,3 % en moyenne en Prusse orientale, Poméranie, Silésie), mais la figure de l'ouvrier-paysan caractérise aussi surtout les régions d'industrialisation récente du sud-est du pays, depuis la Galicie jusqu'à la partie méridionale de la Petite Pologne, en passant par les Basses Carpates (25 % d'actifs employés dans l'industrie). En Lituanie, les effectifs industriels des campagnes (autour de 18 % de la population active) procèdent pour la plupart des orientations de la planification soviétique, autant dans les branches de l'industrie lourde sur le littoral de la Baltique (région de Klaipeda), que dans les filières agro-industrielles dont les unités de production s'égrènent les bourgs et petites villes de la plaine septentrionale. Les activités industrielles structurent donc une partie non négligeable des économies rurales centre-européennes. Mais cette « ruralité industrielle » est traversée par une double ligne de partage qui, d'une part, sinue entre deux types d'héritage industriel et, d'autre part, révèle les disparités entre les contextes économiques nationaux : la gamme au sein de laquelle se distribuent les effectifs et les taux d'actifs industriels est très distendue d'un pays à l'autre, et semble s'étirer du cœur de la Bohême aux confins baltiques.

Certains profils d'activités minorent l'importance des fonctions agricoles ou industrielles, et enregistrent indirectement la part prépondérante des activités de services. Cette dernière souligne tout d'abord les effets de la concentration de la fréquentation touristique sur l'emploi local : 65,7 % des emplois dans les districts littoraux et insulaires de la Baltique en Allemagne orientale relèvent du secteur tertiaire, et la proportion est comparable en Hongrie dans les régions riveraines du lac Balaton (64 %). Ici, la part de l'emploi tertiaire et le volume des nuitées touristiques (entre 15 000 et 24 000 nuitées annuelles) sont fortement corrélés, et cette corrélation isole un rural de type « touristique ». Les contraintes du maillage statistique tendent néanmoins à exagérer l'extension spatiale des effets sur l'économie rurale d'une activité de type balnéaire qui concentre les emplois dans des stations. La diffusion de l'activité touristique est plus sensible dans les régions lacustres du Mecklembourg en Allemagne et dans le massif de la Forêt de Bohême en République tchèque, où la fréquentation est suffisamment élevée (plus de 5000 nuitées annuelles) pour modifier la structure de l'emploi des régions rurales.

La tertiarisation du profil d'activités est ensuite liée à la proximité urbaine et à l'étalement résidentiel : Berlin, Leipzig, Prague, Budapest, Poznań, Gdańsk, Varsovie, Vilnius, autour des capitales et des principales agglomérations se sont formées des couronnes périurbaines, plus ou moins étendues, plus ou moins continues, où se localisent des activités de services les plus diverses. Elles dépendent du niveau de métropolisation qui se mesure à la part tenue par le secteur des services aux entreprises par rapport à celles des activités commerciales et des services rendus aux populations, et qui révèle des contrastes marqués entre les capitales centre-européennes. Mais, partout dans ces campagnes « périurbanisées » ou plus justement « sous influence urbaine », la part de l'emploi agricole a régressé pour tendre vers les seuils planchers du niveau national (4,5 % en Allemagne orientale ; 7,25 % en République tchèque, 8,85 % en Hongrie, 18,4 % en Lituanie, et entre 26 et 28 % en Pologne), tandis que la part de l'emploi industriel se maintient et se différencie d'un pays à l'autre en fonction du système productif en place et de la structuration de l'économie urbaine (29,8 % en Allemagne orientale, 49 % en République tchèque, 37 % en Hongrie, 36 % en Pologne, 18 % en Lituanie). Enfin, le profil d'activités peut s'affirmer nettement tertiaire ou tertiarisé dans un certain nombre de régions rurales pourtant éloignées des grandes agglomérations et dénuées de réseau urbain particulièrement étoffé ou hiérarchisé. Dans l'Allemagne des lœss de la plaine de Magdebourg, la

tertiarisation de l'emploi est poussée vers les maxima nationaux (entre 65 et 70 %), tout comme en Hongrie (54 %) dans les régions riveraines de la Slovaquie (collines du Borsod) et de la Roumanie (Nyírség et région de Debrecen), ou en République tchèque dans les collines de Moravie (56,1 %). La « tertiarisation » apparente de l'économie s'y opère « par défaut » et traduit surtout la déprise globale des activités rurales. Les emplois de l'administration, les services du commerce de détail et les emplois aidés des programmes sociaux forment un secteur tertiaire d'accompagnement très hétéroclite qui parvient à peine à amortir les effets de la crise. Dans des régions comparativement plus urbanisées et industrialisées, comme le bassin de Thuringe en Allemagne ou les régions de la Pologne post-socialiste (Silésie, Poméranie occidentale et Mazurie), la part relative des emplois tertiaires (43,4 % en Pologne, 65 % en Allemagne) progresse également en raison de la régression générale de l'activité économique et du délestage de main d'œuvre consécutif à l'adaptation des activités les plus performantes ou les plus résistantes.

L'orientation du profil d'activités exprime donc la différenciation régionale des fonctions socio-économiques des espaces ruraux de l'Europe centrale. Cette différenciation se fonde sur des héritages territoriaux contrastés, mais elle procède également de l'évolution des structures économiques régionales dans le contexte de la transformation post-socialiste. D'autres lignes de discontinuités traversent alors le rural centre-européen à l'échelle régionale : elles dépendent du niveau de crise et renvoient au mode d'intégration des territoires ruraux dans l'économie globale

2 - Crise et prospérité relative du rural centre-européen

Les contrastes régionaux se mesurent en effet par ailleurs aux différents niveaux de la situation de crise rurale. La déprise et l'adaptation des activités économiques ont des conséquences marquées sur la réorganisation du marché du travail, et décident finalement des formes nouvelles de l'attractivité des territoires locaux. Le chômage fait désormais partie de la ruralité centre-européenne, et la distribution géographique de sa variation isole des auréoles relatives de prospérité et de véritables poches de pauvreté. L'évolution des comportements démographiques modifient la répartition et les structures du peuplement : ils tendent à opposer un rural « répulsif » parce que dépeuplé et vieilli, à un rural *attractif* devenu résidentiel et plus dynamique.

Auréoles de repeuplement et de prospérité relative - Les auréoles de repeuplement rural se restreignent pratiquement aux couronnes périurbaines des capitales et des grandes agglomérations. L'excédent migratoire compense le déficit naturel plus ou moins prononcé, nourrit la croissance démographique et atténue le vieillissement structurel. Le desserrement des activités industrielles et commerciales en périphérie, les activités tertiaires induites par l'étalement résidentiel dynamisent un marché du travail, en grande partie soulagé par les migrations pendulaires vers les villes-centres où se concentrent les emplois. En outre, l'évolution des habitudes de consommation des citadins suscite parfois la diffusion des activités d'hébergement, de restauration et de loisirs de fin de semaine, comme en témoigne la progression localisée du nombre de nuitées touristiques dans certaines régions. Les ménages ruraux bénéficient donc de salaires et/ou de revenus d'activités. La dynamique d'ensemble tend à dessiner des aires de prospérité relative où les niveaux de revenus sont nettement supérieurs aux moyennes nationales.

En Allemagne orientale, les districts ruraux sous influence urbaine enregistrent une croissance de 16 % de leur population entre 1995 et 2001. Les couronnes périurbaines de Berlin et de Leipzig forment des îlots de croissance démographique dans des campagnes profondément déprimées par le dépeuplement et le vieillissement. Les taux de chômage se tassent vers les seuils planchers des nouveaux Länder (17,9 % encore cependant en 2001). Les revenus moyens sont de 10 % supérieurs à la moyenne dans un pays où les écarts régionaux sont en grande partie compensés par le système de redistribution. Les différences de revenus sont plus sensibles et vont pratiquement du simple au double en Hongrie et en République tchèque au bénéfice des régions rurales sous influence urbaine, autour des deux capitales principalement. Ces régions périurbaines concentrent l'essentiel du croît démographique pour la période considérée (respectivement +3,5 % et +5,2 %). Les loisirs de fin de semaine ont moins d'effets qu'en Allemagne sur l'emploi local et la structure des activités que le desserrement des fonctions urbaines dans le secteur industriel et commercial, mais les taux de

chômage y sont les plus faibles du pays avec respectivement 9,1 % et 5,5 %. En Pologne, excédent naturel (+1,6 %) et excédent migratoire conjuguent leurs effets sur la croissance de la population dans les seules régions vraiment attractives du pays, même si les niveaux du chômage recensé restent comparativement élevés (19,9 %) par rapport aux régions où la forte charge de main d'œuvre agricole dissimule en partie la sous-activité. La hiérarchisation du réseau urbain en Lituanie amplifie et concentre les flux migratoires et les emplois périurbains autour de Vilnius, la capitale.

Poches de pauvreté et aires de dépeuplement – À l'opposé, des pans entiers de l'espace rural centre-européen continuent de se dépeupler et de payer le prix fort du changement de système. Les zones de dépression démographique et socio-économique s'étendent largement dans les campagnes, mais les disparités régionales de la crise isolent parfois de véritables poches de pauvreté, tandis que l'orientation des flux migratoires désignent des régions de faible attractivité, sinon des secteurs devenus franchement répulsifs. La restructuration de l'économie locale a réduit l'activité à son plus bas niveau ou sélectionne des branches peu pourvoyeuses d'emplois. Le chômage explose en conséquence et se maintient à des niveaux élevés, bien supérieurs aux moyennes nationales. Les revenus des ménages s'effondrent, et le niveau de vie des populations locales dépendent des programmes d'aide sociale.

En Lituanie, les taux de chômage varient du simple au double entre la région de Vilnius et la région des collines de Baltijos (22 %) qui forme pourtant sa proche périphérie dans le sud-est du pays. Le chômage élevé n'épargne pas non plus la plaine agricole notamment dans ses secteurs septentrionaux (19,9 %). Les fortes charges rurales et paysannes de la Pologne orientale minorent l'enregistrement du chômage (autour de 17 % en moyenne), mais alimentent des flux migratoires qui creusent le déficit démographique (entre –3,5 et –3,1 pour mille pour la période 1995-2001). Cependant en Pologne, comme en Hongrie et en République tchèque, ce sont les campagnes ouvrières qui souffrent le plus gravement de la crise. En Silésie comme en Moravie ou dans l'est hongrois, les effets de la désindustrialisation sur l'emploi se conjuguent aux difficultés d'adaptation du secteur agricole dans des régions où la rente naturelle est souvent médiocre. La déconcentration des anciens combinats socialistes a des conséquences désastreuses sur l'emploi en raison de la taille des unités de production, de leur spécialisation productive et de l'absence de structures de reconversion et de formation professionnelle pour une main d'œuvre dont les savoir-faire ont été façonnés par la division socialiste du travail. Sur fond de crise sociale souvent tendue, se greffe parfois le fait ethnique, et la pauvreté rurale s'accuse dans les régions peuplées par des minorités, comme dans le cas des Roms de Hongrie. La crise de l'activité économique se traduit alors partout par le niveau élevé du chômage qui atteint dans chacun des pays des seuils plafonds (29,3 % en Pologne, 25,5 % en Hongrie et 14,7 % en République tchèque), mais joue de manière relative sur la mobilité contrainte, avec un solde migratoire compris entre –2,5 et –1,6 pour mille. Par contre, certaines campagnes allemandes se vident littéralement de leurs forces vives : dans la plaine lœssique de Magdebourg et dans le bassin de Thuringe, les prélèvements du déficit migratoire (-9,8 pour mille) accélèrent le dépeuplement et accentuent le vieillissement des populations locales déjà affaiblies par le creusement du déficit naturel (–4,8 pour mille). La crise qui sévit dans les bourgs et les petites villes a singulièrement réduit l'activité, écartant de l'emploi le quart de la population active encore sur place. Ces régions affichent pourtant les meilleures performances de l'agriculture productiviste en termes de rendements et de revenus par exploitation.

Le niveau de crise isole donc des régions rurales en situation de marge ou de périphérie intérieure, et il les oppose à des auréoles de prospérité relative dont l'extension spatiale demeure confinée à l'aire d'influence des grandes agglomérations urbaines. Il distingue toute une gamme de situations intermédiaires où les phénomènes récessifs sont plus ou moins marqués. Mais il ne préjuge pas de l'intégration socio-économique des régions rurales dont certaines formes peuvent être extrêmement sélectives et dévastatrices pour les sociétés locales.

3 - Dynamiques polymorphes d'intégration socio-économique

La transformation des structures économiques implique les sociétés locales dans un processus d'intégration qui procède d'impulsions à la fois internes et externes. La redéfinition ou la consolidation des fonctions spatiales dans les territoires ruraux s'appuient en effet d'une part sur les capacités endogènes de mobilisation, d'organisation et d'investissement des acteurs sociaux. D'autre part, le processus s'affranchit plus ou moins des pôles externes de commandement économique ou au contraire s'y assujettit. La structuration territoriale se modifie alors en fonction du degré et du mode d'intégration socio-économique.

L'intégration sous influence ou sous dépendance – La métropolisation et l'étalement périurbain transforment les fonctions des territoires ruraux dans le cadre d'un processus exogène d'induction économique. Le dynamisme de l'économie urbaine, la redistribution des activités dans l'espace urbain et l'extension résidentielle en périphérie induisent dans les espaces ruraux en situation périurbaine, des activités nouvelles génératrices de revenus et d'emplois. Les ateliers de montage industriel, les surfaces commerciales, les commerces de détail, les services divers rendus aux populations dépendent tout à la fois des stratégies d'entreprises multinationales et du fonctionnement des marchés de consommation à l'échelle de l'agglomération, et selon le niveau de métropolisation, à l'échelle nationale et internationale. Les marchés urbains réorientent de la même façon les systèmes de cultures et de production agricole en fonction de la demande, privilégiant les systèmes intensifs d'élevage ou de maraîchage, mais également certaines niches agricoles, comme les productions biologiques. La proximité urbaine favorise donc une intégration sous influence qui caractérise la périphérie des capitales et des principales agglomérations.

Les formes de dépendance ne se limitent pas aux espaces périurbains. La réorganisation des filières agro-alimentaires place sous tutelle la plupart des espaces à vocation agricole. Elle conduit à la formation de bassins spécialisés de production et à la concentration des structures d'exploitation. Elles dirige les investissements dans le capital d'exploitation et accélère le délestage de main d'œuvre dans le secteur agricole. La rente naturelle et le fonctionnement du marché contingenté de la PAC orientent les systèmes de cultures, tandis que les objectifs de productivité déterminent la nature et le fonctionnement du système d'exploitation. Les plaines les plus fertiles se transforment en bassins de céréaliculture intensive (Börde de Magdebourg en Allemagne orientale, Plaine du Polabí en République tchèque, Alföld hongrois, Plaine lituanienne). Les régions d'élevage se partagent entre systèmes intensifs et systèmes extensifs (Bassins laitiers de Mazovie orientale et de Podlasie, élevages porcins hors-sol de Grande Pologne, élevage d'embouche du Mecklembourg). Les cultures spécialisées, telles que la viticulture ou l'arboriculture, se concentrent sur les terroirs les plus favorables (petite Coumanie en Hongrie, vallée de l'Elbe en Allemagne). Cette modernisation agricole intéresse autant les exploitations familiales que les exploitations sociétaires dont la distribution respective renvoie aux héritages agraires : en Pologne orientale, l'adaptation au marché est portée principalement par l'agriculture familiale quelle que soit l'orientation du système de cultures ; ailleurs, le dualisme agraire se maintient et le rapport structurel varie parfois en fonction des orientations de production, mais il dépend le plus souvent de l'articulation des rapports sociaux à l'échelle locale. L'exploitation des ressources agricoles n'implique cependant pas systématiquement la prospérité rurale. La modernisation et l'adaptation du secteur agricole s'opèrent souvent de manière exclusive et presque dé-territorialisée, parce que les effets d'entraînement sur les autres activités rurales demeurent limités ou parce que ces dernières sont justement inhibées par la spécialisation agricole intensive, c'est le cas du tourisme vert par exemple. Elles privilégient une forme exogène d'intégration, certes performante, mais surtout dépendante et extravertie.

L'intégration par la valorisation des héritages structurels – En dehors des zones périurbanisées, les cas de prospérité rurale, même relative, ou de crise modérée relèvent plutôt de la reconversion et de la valorisation des héritages structurels. Les fonctions territoriales s'appuient alors sur les structures économiques en place dont l'adaptation peut conduire soit à une spécialisation, soit à une diversification des activités. La concentration de la fréquentation touristique dans des stations balnéaires ou des stations de sport d'hiver conforte la spécialisation fonctionnelle d'un certain nombre d'espaces ruraux déjà cités. L'activité est certes extravertie, mais elle se développe à la faveur de la modernisation des équipements et des infrastructures d'hébergement et de loisirs. Elle dépend souvent de l'apport de capitaux extérieurs, mais elle implique les collectivités locales dans les projets de

rénovation, de réhabilitation et de développement. En outre, l'évolution des modes de consommation touristique n'exclut pas la diffusion spatiale de l'activité sous la forme d'unités plus petites. L'intégration socio-économique s'opère par spécialisation fonctionnelle, génératrice d'emplois permanents ou saisonniers, et de revenus principaux ou complémentaires.

De son côté, la diversification des fonctions spatiales mobilise de front plusieurs secteurs d'activités en procédant au recyclage des savoir-faire de la population active. Les structures agricoles s'insèrent à l'échelle locale et régionale dans une économie rurale, et compensent la médiocrité de la rente naturelle en développant les activités situées en amont et en aval de la stricte production agricole (production d'énergie à partir de la biomasse, transformation agro-alimentaire et vente directe), mais aussi en s'ouvrant à l'agritourisme et en participant aux programmes agri-environnementaux de préservation des milieux naturels et de conservation des paysages agraires. Le tourisme vert se restructure à partir du réseau traditionnel des sites remarquables ou des villes de cure, mais se diffuse également sur la base de l'identification et de la valorisation de ressources nouvelles composées en patrimoine rural (paysages agraires, bâti religieux, historique ou villageois, fêtes et traditions locales). Les savoir-faire industriels enfin attirent les investissements nationaux et étrangers pour participer à la déconcentration des anciens combinats socialistes et à la diffusion des ateliers de production dans le cadre d'un tissu restructuré de PME. Cette diversification des activités se produit souvent au prix de la régulation du marché de l'emploi par la pratique répandue de la double activité, par les déplacements pendulaires ou l'émigration définitive. Mais, cette multifonctionnalité rurale, dynamisée par les impulsions endogènes comme par les investissements externes, soutient l'activité et procure des revenus à la population locale. L'intégration par la diversification des activités caractérise ainsi une partie de la moyenne montagne allemande et tchèque, une partie du piémont silésien et des Carpates polonaises, ainsi que les collines du nord-ouest hongrois, à proximité de la frontière autrichienne.

Marginalisation fonctionnelle et faible intégration – La dynamique d'intégration semble toutefois ignorer une partie du rural centre-européen. La crise frappe durement les structures héritées du socialisme et entraîne le repli des sociétés locales dans des régions qui demeurent à l'écart des principaux flux d'investissements. Le secteur agricole se remet difficilement de la restructuration des coopératives et des fermes d'État en partie liquidées, tandis que les implantations industrielles, figées par la spécialisation productive et lézardées par les nouvelles normes de productivité et de rentabilité, ont un avenir incertain. Le sort des populations locales est alors suspendu aux contenus des programmes d'aides publiques. Cette marginalisation par dépérissement des activités se manifeste également par le repli des sociétés locales sur la petite exploitation non marchande et sur la pratique d'une agriculture de subsistance, comme en témoignent la part des micro-exploitations et/ou le nombre d'actifs agricoles à l'hectare dans certaines régions qui ont finalement comme unique fonction celle de réservoir de populations migrantes (collines de Baltijos en Lituanie, Pologne du sud-est, Hongrie orientale). La réduction de la charge de main d'œuvre agricole à l'hectare n'est cependant pas nécessairement le signe de l'intégration socio-économique : en Pologne occidentale, en Mecklembourg et en Brandebourg, comme dans les collines de Moravie, les structures post-socialistes ne sont que faiblement et insuffisamment transformées par les sociétés locales et les impulsions externes pour favoriser et améliorer l'insertion de l'économie locale dans les réseaux économiques régionaux et nationaux, pour dynamiser l'activité et procurer des revenus.

L'orientation du profil d'activités, la variation du niveau de crise et le mode d'intégration socio-économique conjuguent donc leurs effets pour dessiner une structure territoriale en mosaïque dont les logiques d'organisation s'avèrent complexes. Ces dernières dépendent tout d'abord des héritages structurels qui se distribuent et se différencient à l'échelle régionale. Les territoires locaux portent en effet l'empreinte de structures sociales et économiques inscrites et/ou stratifiées dans des temporalités successives qui semblent ici rejouer dans le processus de transformation post-socialiste. La ruralité centre-européenne se recompose sur les formes héritées de son dualisme agraire. Plus globalement, elle se construit sur des itinéraires de spécialisation et de diversification fonctionnelle qui trouvent prise sur les formes d'organisation spatiale et de structuration sociale du territoire local.

La dynamique contemporaine est par ailleurs singulièrement polarisée par une série d'effets de lieux. À ce titre, la proximité urbaine joue un rôle décisif, car elle accélère le rythme et amplifie la portée de la transformation. La concentration des emplois dans les villes-centres absorbe les surplus

sur le marché du travail, les marchés urbains drainent les productions rurales et alimentent les flux de tourisme et de loisirs, l'économie urbaine et l'étalement résidentiel accompagnent la migration de l'activité et des emplois induits en périphérie. De la même façon, la proximité de la frontière intensifie les flux de toute nature : migrations pendulaires de travail, flux de capitaux et d'investissement dans une logique de sous-traitance, flux de marchandises et fréquentation touristique. Enfin, les caractères physiques des lieux déterminent la valeur de la rente naturelle et le mode d'exploitation des ressources rurales au regard des perspectives de profit et de rentabilité économique : le potentiel agronomique des sols oriente la spécialisation des systèmes de cultures et les formes paysagères font varier le niveau d'attractivité touristique.

Du cœur de la montagne hercynienne aux confins baltiques, de la proximité de la frontière avec les pays les plus développés de l'Union européenne au voisinage avec les États de l'Europe orientale et avec la Russie, le niveau d'intégration socio-économique semble varier progressivement de manière décroissante. Prononcée dans les régions de moyenne montagne du sud-ouest, la diversification des structures d'activités s'atténue vers les plaines du nord et de l'est. Pourtant, à cet effet attendu de gradient ouest/est se superposent de fait des lignes de césure qui accusent les discordances et les contrastes territoriaux. L'inertie relative des activités à la frontière germano-polonaise détonne avec l'intensité des flux qui contribuent à la structuration des territoires locaux en traversant la frontière germano-tchèque, et plus encore la frontière austro-hongroise. Les oppositions régionales propres aux contextes nationaux démultiplient par ailleurs l'effet de discontinuité au sein de cette mosaïque territoriale. En somme, la ruralité centre-européenne se compose de multiples facettes dont l'agencement semble produire quatre grands types de structuration territoriale :

- Localement, le rural centre-européen s'intègre *sous influence urbaine*. La métropolisation et l'étalement périurbain favorisent la croissance et la tertiarisation des activités, en particulier en Allemagne (Type n° 1) et en Hongrie (Type n° 3), tandis que les effets de diffusion demeurent plus limités en Lituanie (Type n° 5). La périphérie des grandes villes polonaises (Type n° 3) se démarque par le poids de la fonction industrielle, tandis qu'en République tchèque (Type n° 1) l'étalement résidentiel s'effectue dans la plaine agricole la plus productive du pays.

- La concentration de la fréquentation touristique caractérise de manière discriminante un second type de structuration territoriale : le *rural touristique*. Comme en Allemagne (Type n° 2), l'activité peut être intensive et confinée au liseré côtier ou aux abords immédiats des sites les plus fréquentés, alors que les effets de diffusion et d'entraînement sont plus sensibles en Hongrie (Type n° 4) et en République tchèque (Type n° 4).

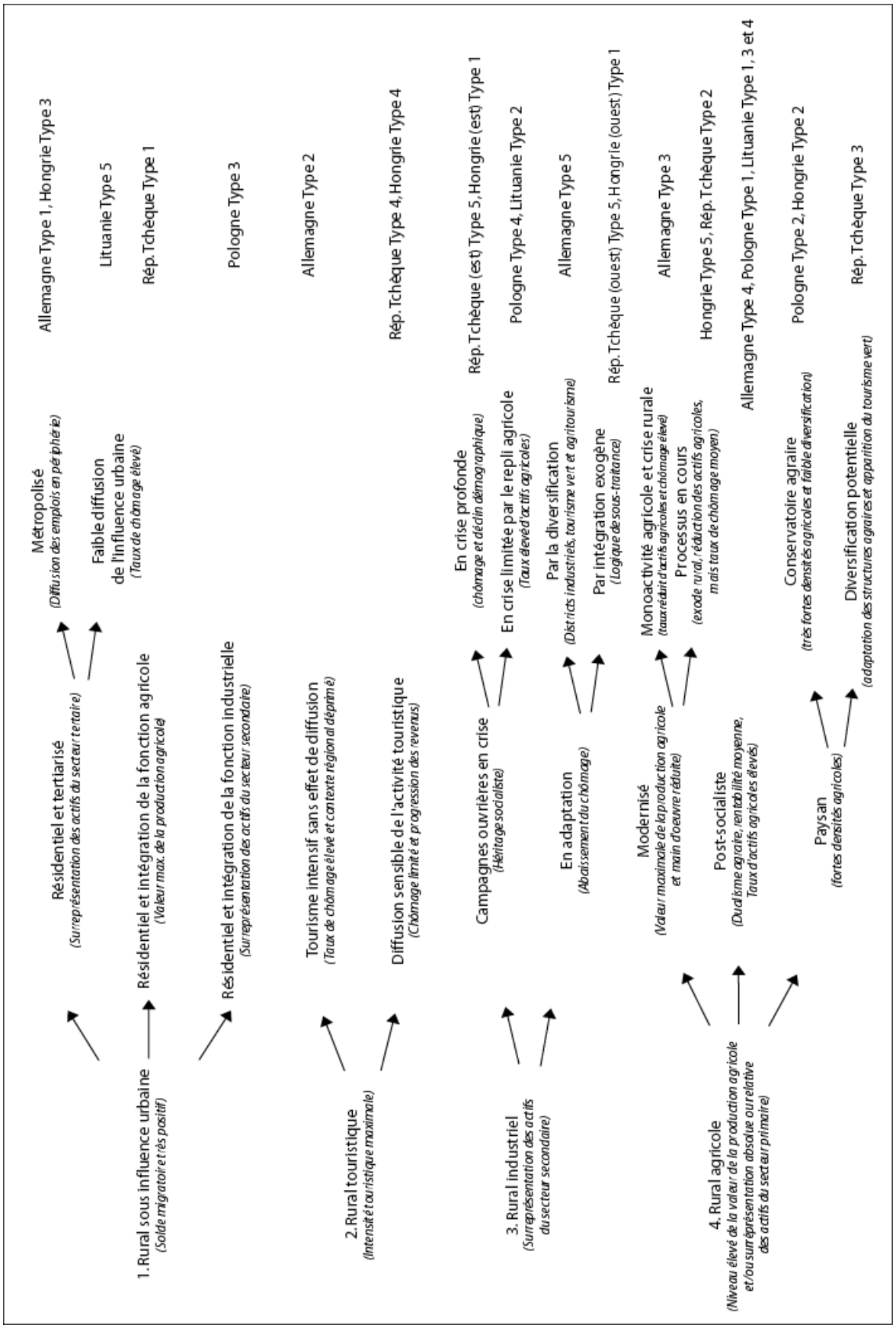
- Le *rural industriel* est beaucoup moins concentré et intéresse de nombreuses régions rurales, notamment dans les zones hercyniennes et alpines. L'héritage des combinats socialistes pèse cependant sur les campagnes ouvrières à l'avenir incertain, souvent paralysées par une crise profonde comme en Silésie tchèque (Type n° 5) et dans le nord-est de la Hongrie (Type n° 1), même si les structures agraires émiettées autorisent le repli temporaire d'une partie de la population active, comme en Pologne (Type n° 4) et en Lituanie (Type n° 2). Néanmoins, l'héritage proto-industriel et/ou la concentration sélective des investissements favorisent parfois l'intégration régionale dans une logique de délocalisation et de sous-traitance à l'échelle européenne, comme en Bohême (République tchèque, type n° 5) et dans le nord-ouest hongrois frontalier de l'Autriche (Type n° 1). La crise est pourtant moins atténuée dans la moyenne montagne allemande (Type n° 5), paradoxalement, mais comparativement désavantagée par le rattrapage progressif des salaires dans le pays réunifié. Le secteur industriel reste toutefois prégnant et la reconversion d'une partie de l'économie locale dans le tourisme vert progresse plus rapidement.

- Le rural centre-européen est enfin et surtout un *rural agricole*, mais ce dernier est singulièrement complexe. L'intégration agro-industrielle sélectionne les exploitations les plus performantes des régions les plus avantagées par la rente naturelle, comme dans les Börde allemandes (Type n° 3) et l'Alföld hongrois (Type n° 5). Dans ces bassins spécialisés de production, la modernisation agricole fait fondre les effectifs de main d'œuvre. La crise est sensible dans les cas de mono-activité (Plaine de Magdebourg), mais s'atténue cependant dans les régions où les structures d'exploitation sont un peu

moins concentrées (Petite Coumanie en Hongrie), et surtout là où le potentiel de diversification est plus affirmé comme dans certaines régions tchèques (Type n° 2).

La plus grande part du rural agricole en Europe centrale demeure cependant marquée par les structures post-socialistes. Les exploitations sociétaires qui ont pris la succession des coopératives ou des fermes d'État conservent une forte emprise économique et sociale sur le milieu local. Elles procurent des emplois, afferment les terres des petits propriétaires, et commandent finalement la plus grande partie des activités productives de l'économie régionale. Elle maintiennent souvent dans une situation de dépendance une structure émiettée de petites exploitations familiales orientées vers les productions de subsistance ou à faible ouverture commerciale, qui rappellent à s'y méprendre le mode de fonctionnement du lopin individuel autrefois concédé par les exploitations collectives. En Pologne occidentale (Type n° 1), comme dans la plus grande partie de la Lituanie (Types n° 1, 3 et 4), la faiblesse des autres secteurs économiques et les difficultés de la restructuration de l'agro-industrie accentuent encore le caractère mono-fonctionnel de l'activité régionale, tandis qu'en Allemagne (Type n° 4), la proximité des marchés urbains et la valorisation touristique de la diversité paysagère engagent une timide et fragile diversification dans la production biologique et le tourisme vert.

Le maintien de fortes charges d'actifs agricoles dans le cadre de structures d'exploitation faiblement concentrées distingue en dernier lieu un *rural paysan*. Le conservatoire agraire de la Pologne orientale (Type n° 2) renferme les structures de l'agriculture familiale traditionnelle, épargnées par la collectivisation, mais figées par le socialisme. L'intégration commerciale du secteur agricole a amorcé le processus de sélection et de concentration des structures d'exploitation, mais les activités rurales demeurent insuffisamment diversifiées pour retenir la population active. Le repli sur une économie paysanne peut être aussi facteur de marginalisation et de paupérisation comme dans les régions marquées par la présence de minorités ethniques, par exemple en Hongrie (Type n° 2). Enfin, en Moravie et en Silésie tchèque (Type n° 3), le dualisme des structures agraires ne résout pas la question des surcharges rurales et agricoles dans des régions où le tissu économique est insuffisamment diversifié ou se tertiarise par défaut.



Essai de typologie du rural centre-européen